

Les lieux de mémoire dans la ville en guerre : un enjeu de la pacification des territoires

Résumé

Les lieux de mémoire ont été évoqués dans de nombreux travaux analysant leur rôle dans la construction d'une identité nationale. Néanmoins, par leur destruction ou leur construction, ces lieux de mémoire peuvent aussi être un enjeu de la dispute territoriale entre plusieurs populations, tant la mémoire peut être excluante et mettre en scène, dans la ville en guerre, le rejet de « l'Autre ». Ce papier se propose ainsi de considérer les *lieux de la ville* au prisme de leur destruction, pensée géographiquement par les belligérants, pour effacer la mémoire de « l'Autre », détruire la mémoire collective, et construire *une* mémoire excluante. Du mémoricide aux monuments de la haine, c'est un enjeu de la pacification des territoires qui est ici observé au prisme des pôles structurant des territoires appropriés par une communauté en rejet de « l'Autre ».

Introduction

Les travaux de Pierre Nora et des auteurs des *Lieux de mémoire*¹ ont mis en exergue la place de l'inscription spatiale et paysagère de la mémoire dans la construction d'une identité nationale. Les monuments aux morts participent ainsi de la symbolique de l'espace dans la construction de la paix et dans la réactivation ritualisée de l'identité nationale autour de la commémoration. Néanmoins, les lieux de la mémoire ne peuvent être restreints à cette approche par la (re)construction de l'identité nationale : tous les lieux de mémoire ne sont pas des outils de la mise en scène d'une identité commune à tous les habitants d'un pays, et peuvent, au contraire, être (re)construits pour exclure une partie de cette population. De même, la destruction des lieux de mémoire symbolisant un *Nous* collectif témoigne de la volonté d'instaurer dans les territoires du quotidien le message d'une société excluante. Dans les deux cas – destruction/(re)construction –, le lieu de mémoire devient un outil de la mise en spectacle de la différence dans les espaces de vie : ils sont donnés à voir aux habitants pour rappeler la différenciation et la distanciation communautaires comme des éléments structurant un *vivre-séparé* revendiqué par les belligérants. Dans la ville en guerre, les lieux de la mémoire deviennent donc des marqueurs spatiaux qui permettent de comprendre les enjeux de l'ancrage d'une *géographie de la peur*, qui menace le processus de pacification, par-delà le temps des combats. C'est pourquoi, cet article interroge le *mémoricide* comme un concept opératoire pour penser l'inscription spatiale de la guerre dans la ville, c'est-à-dire comme un outil qui permet de dessiner la *géographie de la haine* dans l'immédiat après-guerre telle qu'elle est mise en spectacle par les acteurs du *vivre-séparé*.

I/ Les lieux de mémoire dans la ville en guerre : du mémoricide aux monuments de la haine

La gestion de la mémoire est l'un des enjeux de l'immédiat après-guerre, que ce soit pour les acteurs de la pacification ou pour les acteurs de la guerre : c'est pourquoi, la mémoire est mise

¹ NORA, Pierre (dir.), 1997, *Les lieux de mémoire*, Gallimard, collection Quarto, Paris.

en spectacle dans la ville en guerre dès le temps des combats. Si le cas des lieux de mémoire érigés dans le cadre d'un processus de pacification impliquant l'ensemble des populations a souvent été analysé, la question des lieux d'une mémoire excluante est rarement mise en exergue, alors même que les acteurs de la guerre utilisent cet « outil » pour mettre en scène un paysage de guerre visible aux yeux de tous les habitants, et rappelant quotidiennement que le *vivre-sans-« l'Autre »* est un habiter « idéal ». Autrement dit, la symbolique des lieux est utilisée pour signifier aux habitants que seul l'entre-soi communautaire et le rejet de « l'Autre » sont jugés comme « acceptables ». Les belligérants recourent ainsi à la fois à la destruction et la construction pour marquer la ville en guerre de hauts-lieux de la haine. On peut dès lors distinguer deux types d'*architecture de guerre* autour de la question des lieux de mémoire : le temps de la destruction (*mémoricide*) et le temps de la (re)construction (*monuments de la haine*).

Si le recours au terme de *mémoricide* n'est pas courant, il a été employé lors des guerres de décomposition de la Yougoslavie, notamment par des conservateurs de musée, des chefs de service de bibliothèques ou des responsables d'expositions. Parallèlement au néologisme d'*urbicide* proposé par l'architecte et ancien maire de Belgrade Bogdan Bogdanovic² pour décrire le meurtre ritualisé des villes, c'est-à-dire la destruction de la ville comme espace de rencontres des populations pour laisser place à une ville homogénéisée et excluante³, le *mémoricide* procède à un changement d'échelle : il ne s'agit pas d'interroger la destruction de la ville, mais celle des lieux de mémoire dans la ville. Dans cette perspective, le *mémoricide* est défini comme la destruction du patrimoine culturel, tout particulièrement des lieux qui accueillent des témoignages (artistiques ou littéraires) d'un *vivre-ensemble* : on l'entend alors comme synonyme de *nettoyage culturel*, c'est-à-dire comme une partie du *nettoyage territorial*⁴ qui se traduit sur les lieux du culturel. « *La destruction des biens culturels représente l'annihilation de ce qu'ont laissé en héritage des dizaines de générations antérieures, d'où, le sentiment de perte irréparable qu'elle suscite* »⁵. Deux types de lieux de mémoire sont affectés par le *mémoricide* : les lieux de « l'Autre » sont détruits pour effacer de l'histoire urbaine sa présence, pour signifier dans la ville que sa présence est « indésirable ». Les lieux du *Nous* collectif, c'est-à-dire d'une identité commune à tous les habitants de la ville en guerre, témoignant de la rencontre, de la proximité et de la mixité des populations, sont également touchés par cette destruction choisie. Dans les deux cas, la ruine n'est pas le résultat des aléas de la géographie des combats, mais d'une « *haine*

² BOGDANOVIC, Bogdan, 1993, « L'urbicide ritualisé », dans NAHOUM-GRAPPE, Véronique (dir.), *Vukovar, Sarajevo... La guerre en ex-Yougoslavie*, Editions Esprit, Paris, pp. 33-38.

³ TRATNJEK, Bénédicte, 2010, « Les paysages urbains en guerre : géosymboles, territorialités et représentations », dans ORTEGA CANTERO, Nicolás, Jacobo GARCIA ÁLVAREZ et Manuel MOLLA RUIZ-GOMEZ (dir.), 2010, *Lenguajes y visiones del paisaje y del territorio*, Ediciones de la Universidad Autónoma de Madrid, Madrid, pp. 187-197 :

<http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00515218/en/>

⁴ On ne parle pas ici, volontairement, de *nettoyage ethnique*, pour souligner que ces modifications coercitives du peuplement ne se construisent pas seulement sur des critères ethniques : tout type de critères de différenciation (identitaire, sociale, politique, idéologique...) pourrait être ainsi mobilisé par les acteurs de cette politique de « nettoyage », comme en témoigne l'usage récent de l'expression de *nettoyage idéologique*. Dans les divers cas, c'est bien le territoire qui est en jeu : la différence entre des processus d'extermination (tels que les génocides) et de nettoyages territoriaux repose sur la cibles de telles modifications coercitives du peuplement. Dans les génocides, le peuple doit être exterminé (ce qui présuppose que les « indésirables » devraient être exterminés quel que soit le lieu où ils résident, bien que dans les faits aucun acteur génocidaire n'ait eu les moyens de mettre en place de manière absolue le génocide) ; dans les *nettoyages*, il s'agit de « rendre pur » le territoire, c'est-à-dire de le « nettoyer » de la présence de tout « indésirable » (et dans ce cas, les massacres de masse ne sont qu'un moyen déployé parmi d'autres, et non l'objectif).

⁵ BLAZINA, Vesna, 1996, « Mémoricide ou la purification culturelle : la guerre et les bibliothèques de Croatie et de Bosnie-Herzégovine », *Documentation et bibliothèques*, vol. 42, n°4, p. 150.

monumentale »⁶ : la destruction est pensée géographiquement, elle est une mise en scène de l'impossible (selon la conception de l'habiter par les belligérants) *vivre-ensemble*. En ce sens, les acteurs du mémoricide procèdent à la destruction des *lieux discursifs*, c'est-à-dire qu'ils choisissent des lieux-cibles pour mettre leurs ruines en spectacle et signifier dans le paysage le rejet de la pluriculturalité (la présence de « l'Autre ») et de la multiculturalité (l'existence d'une identité commune).

Pourtant, le mémoricide pose d'autres questions que la seule destruction des lieux de mémoire de « l'Autre » et du « Nous » : la construction de bâtiments procède, elle aussi, de l'*effacement* d'une mémoire collective au profit d'une mémoire identitaire *excluante* qui participe de la réécriture de l'histoire urbaine par des acteurs de la guerre, par-delà le temps des combats. Ainsi, ériger des lieux d'*une* mémoire permet de mettre en scène dans la ville en guerre la fragmentation identitaire. La ville de Kosovska Mitrovica/Mitrovicë⁷ dans le Nord du Kosovo, espace géosymbolique de la dispute territoriale entre Serbes et Albanais du Kosovo, est un exemple emblématique : des monuments célébrant l'identité d'un *endogroupe* (en rejet de l'*exogroupe*) sont érigés sur chacune des rives de la rivière-frontière Ibar/Ibër (fig. n°1). Ces lieux d'*une* mémoire sont des marqueurs spatiaux identitaires qui polarisent le *quartier-territoire*⁸ : ils inscrivent le rejet de « l'Autre » dans le paysage et dans les pratiques spatiales. L'architecture est alors un vecteur spatial de la violence symbolique, telle que l'a définie Pierre Bourdieu : « *l'espace est un des lieux où le pouvoir s'affirme et s'exerce, et sans doute sous la forme la plus subtile, celle de la violence symbolique, comme violence inaperçue* »⁹. Par la construction de lieux d'*une* mémoire excluante dans l'immédiat après-guerre, les acteurs de la division identitaire dans la ville poursuivent le processus de *nettoyage territorial*, non pas par les massacres de masse, mais en construisant un paysage de la haine. Les seules destructions et démolitions des monuments ne peuvent suffire à produire un paysage *en guerre* : le mémoricide se produit aussi dans la construction de monuments de la haine. C'est ainsi l'*effacement* de la mémoire de « l'Autre » et de la mémoire collective qui est recherché par des acteurs de la guerre, qui produisent une architecture *en guerre*, pour signifier le rejet de la pluriculturalité et de la mixité dans la ville.

⁶ CHASLIN, François, 1997, *Une haine monumentale de la ville. Essai sur la destruction des villes en ex-Yougoslavie*, Descartes & Cie, Paris.

⁷ Communément nommée Mitrovica dans le vocabulaire des acteurs internationaux, cette ville est l'objet d'une dispute toponymique, représentative des tensions entre les deux communautés majoritaires qui se disputent son appropriation : Kosovska Mitrovica la Serbe et Mitrovicë l'Albanaise se font face de part et d'autre de la rivière-frontière Ibar/Ibër.

⁸ TRATNJEK, Bénédicte, 2011, « Vivre dans une ville en guerre : les territoires du quotidien entre espaces des combats et espaces de l'enfermement », dans TRATNJEK, Bénédicte (dir.), « Les civils dans les conflits armés », *Les Champs de Mars*, n°21, été 2011, pp. 75-100.

⁹ BOURDIEU, Pierre, 1993, « Effet de lieu », dans BOURDIEU, Pierre (dir.), *La Misère du monde*, Le Seuil, Paris, pp. 249-262.

**Fig. n°1 : Lieux d'une mémoire sur les rives de l'Ibar/Ibër :
la division communautaire de la ville dans la mémoire**



A la sortie nord du pont ouest, à Kosovska Mitrovica, a été inauguré un lieu de mémoire, en l'honneur des disparus de la guerre du Kosovo. Un lieu de mémoire excluant, où n'est utilisé que l'alphabet cyrillique, où les images utilisées sont des icônes de l'orthodoxie serbe, où seuls des Serbes sont honorés. Ce monument marque dans l'espace l'entrée dans le territoire serbe, que ce soit à l'échelle de la ville ou à celle du Kosovo. Le monument est ainsi utilisé pour borner l'espace (et non pour le polariser comme dans le cas des statues sur la rive sud). Une fois franchi ce monument, les marqueurs spatiaux sont très divers : affiches, pancartes, drapeaux, mais aussi vêtements... rappellent, par les icônes de l'orthodoxie et l'alphabet cyrillique la « serbité » de cette rive.

Sur l'autre rive, à Mitrovicë, sur la place la plus proche du pont Ouest, entourée de bâtiments qui, pour beaucoup, abritaient des administrations « yougoslaves », et dans les rues qui donnent sur cette place, sont disséminés différentes statues, géosymboles de l'« albanité ». Ces statues représentent soit des « héros » du peuple albanais (au-delà des frontières du Kosovo), soit des personnages représentant la double identité religieuse (musulmane et catholique) des Albanais du Kosovo (avec par exemple une statue de Mère Térésa). Ils mettent tous en avant l'alphabet latin, comme élément langagier du marquage spatial de l'appropriation du territoire. Ces statues, symboles d'une réinvention de l'Histoire, sont des pôles d'un espace géosymbolique albanais excluant.

II/ Les lieux de mémoire comme pôles structurant un *quartier-territoire* : l'inscription spatiale de la guerre dans la ville

Cette utilisation belligène de la mémoire et de ses lieux dans la ville en guerre doit être interprétée comme un élément de déstabilisation qui s'oppose aux processus de (ré)conciliation et de pacification des territoires. La dimension symbolique des lieux n'est pas anodine, dans la mesure où elle inscrit dans les paysages des messages sur l'habiter, c'est-à-dire sur la manière dont les habitants « ordinaires » peuvent occuper l'espace dans l'immédiat après-guerre. La multiplication de lieux d'une mémoire excluante dispersés dans les villes participe alors d'une *géographie de la peur*, produite par les combats qui imposent aux habitants de choisir un « camp », et inscrite durablement dans l'après-guerre par ces marqueurs spatiaux de la haine de « l'Autre ». C'est dans cette perspective qu'on entend les lieux du mémoricide (qu'il s'agisse des ruines de la mémoire collective ou de la construction de lieux excluants) comme des pôles structurant un *quartier-territoire* dans lequel « l'Autre » est considéré comme un « indésirable », voire un « ennemi ».

On utilise le *quartier-territoire* pour décrire la territorialisation par la violence des acteurs de la guerre, qui s'approprient un quartier, qu'ils bornent par des marqueurs spatiaux, et auxquels ils attribuent une identité excluante, en rejet de « l'Autre » (que cette différenciation se construise sur des critères identitaires – tels que la religion, l'ethnie, la langue –, politiques/idéologiques ou même sociaux). L'expression traduit à la fois l'appropriation et l'appartenance des quartiers par un groupe spécifique pour lequel « l'Autre » devient à la fois un « indésirable » (c'est-à-dire qu'il n'a pas le « droit » de vivre dans ce quartier où il est un « intrus », un « étranger ») et un « ennemi » (dans la mesure où sa présence est perçue comme « menaçante » pour la sécurité et pour l'identité du quartier). Cette territorialisation par la violence à l'échelle des territoires du quotidien produit des fragmentations urbaines dans la guerre (par la géographie de la violence) et dans l'immédiat après-guerre (par la géographie de la peur) : par la violence réelle, perçue et/ou crainte, la ville n'est plus structurée selon des ségrégations sociospatiales, mais se fragmente, se décompose en tant que territoire commun à l'ensemble des habitants, pour se morceler en de multiples territoires : le quartier fait ville, c'est-à-dire que la guerre s'ancre dans les pratiques spatiales (les habitants évitant de traverser le quartier de « l'Autre », préférant des trajectoires contournant ce *territoire du danger*, que cette dangerosité soit perçue ou réelle) et dans l'habiter (la *géographie de la peur* produit des mobilités résidentielles qui renforce le processus d'homogénéisation par le choix de l'entre-soi communautaire à l'échelle du quartier). Cette fragmentation de la ville par la guerre (que ce soit pendant le temps des combats ou dans celui de l'immédiat après-guerre où le vécu des combats continue de produire des spatialités spécifiques à la guerre, tant la peur s'est ancrée dans l'imaginaire des habitants) tend à détruire la ville, pour ne laisser place qu'à des *quartiers-villes*. Selon les cas de villes en guerre, ce processus n'est pas toujours totalement abouti : on utilise donc l'expression de *quartiers-territoires* pour décrire ces territoires produits par le processus de fragmentations urbaines par la guerre en tant que réalité (combats) et imaginaire (peur).

Dans cette perspective, l'existence de *quartiers-territoires* menace le processus de pacification et de (ré)conciliation dans l'immédiat après-guerre, puisque ces quartiers se construisent comme des fiefs politiques pour les acteurs tenant des discours géonationalistes, s'appuyant sur le repli identitaire et la peur de « l'Autre ». L'emplacement de ces lieux de mémoire n'est pas « anodin », et encore moins « innocent », c'est-à-dire qu'il est pensé géographiquement pour produire une appropriation et une appartenance identitaires à l'échelle du quartier, qui se construit selon la dichotomie *endogroupe/exogroupe* (« nous » vs « eux »). Ces lieux de mémoire s'intègrent dans un dispositif spatial plus complexe : le quartier-territoire dans lequel chaque élément spatial est mis en scène pour signifier à « l'Autre » son caractère « indésirable » et matérialiser ce rejet dans le paysage, afin de renforcer la

géographie de la peur. Le géographe Michael F. Davie¹⁰ a ainsi analysé les affiches politiques dans Beyrouth en guerre comme des marqueurs idéologiques permettant à la fois de borner le territoire milicien, et de donner à voir la « bonne conduite » politique que devaient adopter les habitants à l'intérieur de ce *quartier-territoire*. Les lieux de mémoire s'insèrent dans cette mise en spectacle de l'impossible *vivre ensemble* par les acteurs de la guerre, tout autant que les affiches politiques, les tags/graffitis, les murs de séparation... L'ensemble de ces marqueurs spatiaux sont pensés conjointement pour faire de la ville une *scène de théâtre* où chaque élément spatial est donné à voir aux habitants « ordinaires » comme le symbole du « bienfondé » du *vivre-séparé*. Il s'agit, pour les acteurs de la guerre, à la fois de produire un urbanisme *en guerre* (c'est-à-dire d'inscrire dans le visible les traces de la guerre) et de répondre à l'urbanisme *de paix* proposé par les acteurs de la pacification.

Certains de ces lieux de mémoire de la haine sont construits ou certaines ruines de la mémoire collective sont maintenues dans des emplacements qui leur permettent de matérialiser une frontière entre le *quartier-territoire* et le « dehors », c'est-à-dire le reste de la ville, qui n'est plus considérée, par les acteurs du géonationalisme, comme « la » ville, mais comme une ville de « l'Autre ». Les lieux d'une mémoire excluante participent dès lors à un marquage-bornage, c'est-à-dire qu'ils deviennent des lieux symboliques des limites du *quartier-ville*, dans lequel « l'Autre » est un « indésirable ». De plus, les lieux d'une mémoire participent de la mise en scène de l'appropriation et de l'appartenance à l'intérieur du quartier : ils marquent l'identité du quartier et territorialise, par la violence symbolique, la différenciation. Ils participent dès lors d'un marquage identitaire à l'intérieur du quartier, rappelant aux habitants la fragmentation de la ville en *quartiers-territoires*. La fragmentation urbaine est ainsi mise en scène par ces marqueurs spatiaux, utilisés non en vue de la (re)construction d'une identité collective et pacificatrice, mais pour exclure « l'Autre » et inscrire dans la ville les séquelles de la guerre : les lieux *de* mémoire, géosymboles du *vivre-ensemble*, sont détournés pour devenir des lieux d'une mémoire urbaine excluante, géosymboles du *vivre-séparé*, qui met à mal le processus de pacification.

Conclusion

La mémoire des lieux doit être interrogée dans ses usages belligènes par des acteurs de la déstabilisation : dans la ville de l'immédiat après-guerre, la gestion de la mémoire peut tout autant être un « outil » de la pacification qu'un « outil » de la conflictualité. C'est dans cette perspective qu'il est nécessaire d'appréhender les lieux de mémoire comme des *objets sémiologiques*, c'est-à-dire de prendre en compte la symbolique des lieux non pas telle que les acteurs extérieurs tentent de l'imposer, mais bien tels que les habitants « ordinaires » la perçoivent et se l'approprient. On peut élargir cette problématique du processus de (ré)conciliation des populations à la question de la reconstruction des hauts-lieux : si l'on prend, par exemple, le cas des ponts dans les villes ex-yougoslaves¹¹, on constate qu'il existe une non-résonance entre les intentions des acteurs de la reconstruction (imposer des géosymboles de paix) et les représentations des habitants. A Mostar, la reconstruction à *l'identique* de Stari Most (le « Vieux pont » qui a donné son nom à la ville) n'a pas permis de

¹⁰ DAVIE, Michael F., 1993, « Les marqueurs de territoires idéologiques à Beyrouth (1975-1990) », FRESNAULT-DERUELLE, Pierre (dir.), *Dans la ville, l'affiche*, EIDOS, Tours, pp. 38-58 :

<http://almashriq.hiof.no/lebanon/900/902/MICHAEL-Davie/MARQUEURS/Affiches-a-Beyrouth.html>

¹¹ TRATNJEK, Bénédicte, 2009, « Des ponts entre les hommes : les paradoxes de géosymboles dans les villes en guerre », *Cafés géographiques*, Vox geographi, 12 décembre 2009 :

http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=1768

reproduire les pratiques spatiales de l'avant-guerre, les habitants préférant l'entre-soi par peur de « l'Autre ». A Mitrovica, la reconstruction par le *grandiose* d'un pont qui ne représentait qu'une infrastructure sommaire avant guerre, pour en faire un monument de la réconciliation, n'a pas, non plus, permis de produire des flux dans la ville qui auraient rapproché des habitants des deux rives. C'est pourquoi, la symbolique des lieux ne peut être imposée de l'extérieur, et prendre en compte les lieux d'une mémoire qui polarisent des quartiers fortement homogénéisés permet de percevoir l'ampleur de l'efficacité¹² géographique de la guerre dans la ville, par-delà le temps des combats. Si la mémoire est effectivement conçue comme un des enjeux de la gestion du post-conflit, elle est généralement pensée au prisme des objectifs des acteurs de la pacification extérieurs, sans que les géosymboles imposés soient à coup sûr appropriés par les habitants : dès lors, la mémoire peut être (ré)activée par les acteurs aux intentionnalités belligères, et devenir un enjeu de la poursuite du conflit par d'autres moyens que les combats. C'est une menace au processus de pacification qui devient un enjeu stratégique de premier ordre dans la gestion du post-conflit.

Bénédicte Tratnjek¹³

¹² On parle ici d'*efficacité*, et non d'*influence*, dans la mesure où il ne s'agit pas de souligner combien la géographie (physique et humaine) influe sur la conduite de la guerre dans la ville (TRATNJEK, Bénédicte, 2007, « Intervenir en zone urbaine : étude comparative de Mitrovica et Beyrouth », *Penser les conflits contemporains : état des lieux et perspectives*, Documents du C2SD, pp. 17-68 : http://www.c2sd.defense.gouv.fr/IMG/pdf/COMPTE_3.pdf), mais bien l'ancrage spatial de la guerre dans la ville par-delà le temps des combats, c'est-à-dire la manière dont la guerre s'inscrit dans la reformulation par la violence des espaces de vie, des espaces politiques et des espaces identitaires dans la ville.

¹³ Doctorante en géographie, benedicte.tratnjek@gmail.com